

TABLE DES MATIÈRES

<input type="checkbox"/>	AVANT-PROPOS	9
<input type="checkbox"/>	CHAPITRE I	
	CHOISIR LA FORME DE REGROUPEMENT QUI RÉPOND LE MIEUX À SES BESOINS	11
	SECTION I	
	QUELLE FORME JURIDIQUE CHOISIR ?	
1.	Exercice d'une profession et choix des formes juridiques	11
	A. Entreprise individuelle non incorporée	11
	B. Société en nom collectif	11
	C. Société en nom collectif à responsabilité limitée	12
	D. Société par actions	12
	E. Société en participation	12
	F. « Société nominale ou de dépenses »	13
2.	Facteurs à considérer dans la prise de décision	13
	A. Le nombre de professionnels	14
	B. Le type de professionnels	14
	C. Les coûts	14
	D. La responsabilité des dettes vis-à-vis les tiers	15
	E. Les incidences fiscales	15
	F. Le formalisme	18
3.	Comparaison entre les principales formes de regroupement	20
	A. Distinctions entre la « société nominale ou de dépenses » et la société en nom collectif	20
	B. Similitudes et différences entre la société en nom collectif et la société en participation	22
	C. Similitudes et différences entre la société en nom collectif et la société en nom collectif à responsabilité limitée	27

SECTION II
RAPPEL THÉORIQUE

- 1. Réponses aux questions fréquemment posées dans le contexte de l'exercice d'une profession en société en nom collectif** _____ 31
- A.** Quels sont les éléments essentiels nécessaires à la formation d'une société en nom collectif? _____ 31
- B.** Est-ce que la société en nom collectif possède la personnalité juridique? _____ 36
- C.** Est-ce que la société en nom collectif possède un patrimoine qui lui est propre? _____ 38
- D.** Avec qui l'avocat peut-il s'associer? _____ 40
- E.** Est-il nécessaire de mettre le contrat de société en nom collectif par écrit? _____ 41
- F.** Quelles sont les conséquences pour un avocat agissant à titre d'employé d'une société d'inscrire son nom dans le nom de la société? _____ 42
- G.** Quelles sont les conséquences pour une société en nom collectif de ne pas s'immatriculer? _____ 43
- H.** Quel est le traitement fiscal réservé à la société en nom collectif? _____ 44
- 2. Réponses aux questions fréquemment posées dans le contexte de l'exercice d'une profession en société en nom collectif à responsabilité limitée** _____ 46
- A.** Est-ce que la société en nom collectif à responsabilité limitée est une société au sens du Code? _____ 46
- B.** Qu'entend-on par les mots « à responsabilité limitée »? _____ 46
- C.** Avec qui l'avocat peut-il s'associer? _____ 46
- D.** Quelle est la détention requise des droits de vote? _____ 47
- E.** Est-il nécessaire de mettre le contrat de société par écrit? _____ 47
- F.** Quelles formalités supplémentaires sont exigées dans le cas de la société en nom collectif à responsabilité limitée? _____ 48
- G.** Quelles sont les conséquences pour un avocat de ne pas respecter le *Règlement sur l'exercice de la profession d'avocat en société et en multidisciplinarité*? _____ 48
- H.** Quel est le traitement fiscal réservé à la société en nom collectif à responsabilité limitée? _____ 49

3. Réponses aux questions fréquemment posées dans le contexte de l'exercice d'une profession en société par actions	49
A. Quelle juridiction choisir ?	49
B. Quels gestes poser ?	49
C. Quels sont les organes décisionnels ?	50
D. Avec qui l'avocat peut-il s'associer ?	52
E. Quelle est la détention requise des droits de vote ?	52
F. Est-ce que la société par actions doit s'immatriculer ?	53
G. Quelles formalités supplémentaires sont exigées dans le cas d'une société par actions formée de professionnels ?	53
H. Quelles sont les conséquences pour un avocat de ne pas respecter le <i>Règlement sur l'exercice de la profession d'avocat en société et en multidisciplinarité</i> ?	54
I. Quelle est la responsabilité de l'avocat face aux dettes d'une société par actions formée de professionnels ?	54
J. Quel est le traitement fiscal réservé à la société par actions ?	56
4. Réponses aux questions fréquemment posées dans le contexte de l'exercice d'une profession en « société nominale ou de dépenses »	57
A. Quels sont les éléments constitutifs nécessaires à la formation d'une « société nominale ou de dépenses » ?	57
B. Est-ce que la « société nominale ou de dépenses » est une société ?	60
C. Quelle est la véritable nature juridique de la « société nominale ou de dépenses » ?	61
D. Est-il nécessaire de mettre le contrat de partage des dépenses par écrit ?	62
E. Est-ce que la « société nominale ou de dépenses » doit s'immatriculer ?	63
F. Existe-t-il des dangers liés à l'utilisation d'une « société nominale ou de dépenses » ?	64
G. Quel est le traitement fiscal réservé à la « société nominale ou de dépenses » ?	67
H. Est-ce que des membres d'une « société nominale ou de dépenses » peuvent être en conflit d'intérêts au sens des règles déontologiques ?	68

SECTION III
ÉLÉMENTS DE PLANIFICATION FISCALE

1. Utilisation d'une compagnie de gestion _____	69
A. Pourquoi utiliser une compagnie de gestion? _____	70
B. Avantages d'une compagnie de gestion _____	70
C. Désavantages d'une compagnie de gestion _____	73
D. Comment s'opère dans le quotidien la compagnie de gestion? _____	74
2. Utilisation d'une compagnie de portefeuille (« holding ») _____	77
A. Pourquoi utiliser une compagnie de portefeuille? _____	77
B. Avantages d'une compagnie de portefeuille _____	78
C. Comment s'opère dans le quotidien la compagnie de portefeuille? _____	78

C **HAPITRE II**
S'ASSURER DE DISCUTER ET DE PRÉVOIR LES CLAUSES
LES PLUS IMPORTANTES **79**

SECTION I
SI LA SOCIÉTÉ EN NOM COLLECTIF OU LA SOCIÉTÉ EN NOM
COLLECTIF À RESPONSABILITÉ LIMITÉE EST CHOISIE

1. Généralités _____	79
2. Législation applicable _____	80
3. Principales clauses d'un contrat de société en nom collectif et notes explicatives _____	82
A. Choix du nom et règles concernant la publicité (clauses 4.5 et 6.7) _____	82
B. Ce qui constitue la mise commune (clauses 4.2, 5.1, 5.2 et 7.1) _____	86
C. Fonctionnement interne de la société (clauses 6.1 et 6.2) _____	91
D. Profits de la société (clauses 7.2, 7.3 et 7.4) _____	97
E. Responsabilité des associés (clauses 5.6 et 7.6) _____	101
F. Arrivée d'un nouvel associé (clause 8.1) _____	105
G. Perte de la qualité ou retrait d'un associé (clause 8.2) _____	107
H. Dissolution et liquidation de la société (clause 9) _____	120
I. Arbitrage des différends (clause 10.2) _____	125
J. Obligation de non-concurrence (clause 10.3) et clause pénale (clause 10.4) _____	127

4. Listes à consulter	132
A. Liste des éléments à considérer lors de la rédaction d'un contrat de société en nom collectif	132
B. Liste des autres éléments à considérer lors de la rédaction d'un contrat de société en nom collectif à responsabilité limitée	133
C. Liste des décisions les plus importantes à être prises au sein de la société	134
D. Liste des divers événements à considérer	135
5. Modèles de documents	136
A. Contrat de société en nom collectif	136
B. Clauses propres au contrat de société en nom collectif à responsabilité limitée	164

SECTION II

SI LA SOCIÉTÉ PAR ACTIONS EST CHOISIE

1. Généralités	165
2. Législation applicable	165
3. Principales clauses à inclure et notes explicatives	166
A. Activité exercée par la société par actions (clause A)	167
B. Détention requise des actions votantes (clause B)	168
C. Composition du conseil d'administration (clause C)	169
D. Quorum aux réunions du conseil d'administration (clause D)	170
4. Listes à consulter	171
A. Liste des éléments à considérer lors de la constitution de la société par actions formée de professionnels	171

SECTION III

SI LA « SOCIÉTÉ NOMINALE OU DE DÉPENSES » EST CHOISIE

1. Généralités	173
2. Législation applicable	173
3. Principales clauses d'une convention de partage des dépenses et notes explicatives	175
A. Intention des parties (clauses 1.01 à 1.03)	175
B. Choix de la raison sociale et règles concernant la publicité (clauses 2.01 et 2.02)	177

C.	Responsabilité des membres (clauses 4.01 et 4.02)	180
D.	Détention ou acquisition de biens (clauses 5.01 à 5.04)	181
E.	Partage des dépenses communes (clauses 8.01, 8.02, 9.01 et 9.02)	183
F.	Gestion des dépenses communes (clauses 10.01 à 10.09)	185
G.	Retrait d'un membre (clauses 13.01 et 13.02)	188
4.	Listes à consulter	190
A.	Liste des éléments à considérer lors de l'organisation d'une « société nominale ou de dépenses »	190
B.	Liste des éléments à considérer lors de la rédaction d'une convention de partage des dépenses	192
C.	Liste des dépenses communes	194
D.	Liste des décisions les plus importantes à être prises au sein du regroupement	195
5.	Modèles de documents	196
A.	Convention de partage des dépenses	196
B.	Formulaire de procuration (Annexe A)	207
<input type="checkbox"/>	L EXIQUE	209
<input type="checkbox"/>	T ABLE DE LA DOCTRINE CITÉE	211
<input type="checkbox"/>	T ABLE DE LA JURISPRUDENCE CITÉE	217
<input type="checkbox"/>	B IBLIOGRAPHIE SÉLECTIVE	229
	Lois et règlements	229
	Jurisprudence	230
	Doctrines	246
<input type="checkbox"/>	I NDIX ANALYTIQUE	257